

MILK-NEWS



Chers producteurs, chers intéressés,

Une espèce menacée! Voilà ce que nous sommes devenus, nous, les éleveurs indépendants.

Aux yeux de nos politiques « élus par le peuple », mais dirigés par la finance, sommes-nous une espèce à sauver? Certainement pas pour les grands capitalistes qui rêvent de déposséder de leur terre les gueux que nous sommes. Un retour au Moyen Age : est-ce cela l'avenir qui nous attend?

Dans mon pays, la France, nous avons encore quelques garde-fous pour atténuer ce tsunami, tels que le statut du fermage et le droit de préemption - mais pour combien de temps encore ?

Pourtant, nous sommes une espèce irremplaçable sur qui repose l'économie entière ! Comment faire pour que notre « espèce » survive? Quand on voit le nombre croissant d'agriculteurs arrêtant le lait pour se reconvertir dans les céréales, il faut sonner l'alarme. Même si au fond ce n'est pas étonnant : un hectare de blé c'est à peine 4 heures de travail pour un rendement de 8 tonnes, tandis qu'une vache demande 30 à 40 heures de travail pour 8 tonnes de lait - et ce pour le même chiffre d'affaires !

Mais le pire sans doute, pour notre « espèce », c'est qu'elle vieillit : elle dépasse 50 ans d'âge en moyenne et la jeune génération déserte ce métier qui ne promet plus d'avenir. Tous ces chiffres parlent d'eux-mêmes, nous ne pouvons qu'y voir l'accélération du processus programmé de notre disparition prochaine an tant que producteurs indépendants.

C'est pour cela que nous devons nous battre ensemble, avec tous les producteurs et productrices de lait de la grande famille européenne de l'EMB ! Rendez-vous dès lors **les 26 et 27 novembre à Bruxelles** pour une grande manifestation devant le Parlement européen. C'est maintenant ou jamais! Car une chose est sûre : si nous ne bougeons pas, la bataille est perdue d'avance et demain nous serons tous les serfs de l'industrie agro-alimentaire.

Qui ne demande rien n'a rien, notre avenir ne dépend que de nous. Et de nous seuls !

Richard Blanc (membre du Comité directeur de l'EMB)

L'assemblée générale en Croatie imprime une impulsion importante à la grande manifestation à Bruxelles

Du 23 au 25 octobre eut lieu à Tuhelj Toplice en Croatie la deuxième assemblée générale de l'EMB de l'année 2012. Les producteurs présents ont saisi l'occasion pour discuter ensemble de la situation dramatique des marchés laitiers en Europe. Cette rencontre cordiale entre amis et collègues européens leur a permis de puiser de la nouvelle énergie

pour des actions futures.

Cette fois, c'étaient les économies dites en transition de l'est et du sud de l'Europe qui constituaient le thème central de l'assemblée générale. Un moment important de l'événement était ainsi la conférence internationale du lait autour du thème "la production de lait en Croatie – risques et opportunités de l'adhésion à l'UE". Grâce à des interventions fondées et à de vifs échanges d'opinions, la conférence a donné un bon aperçu de la situation des marchés laitiers des pays de l'Europe de l'Est et a permis de dégager des pistes pour permettre aux producteurs de lait croates une entrée réussie dans l'Union européenne. Outre les nombreux collègues croates, des représentants d'associations de producteurs laitiers de Pologne et de Lettonie avaient également été invités à participer à la conférence.

Une discussion animée entre les membres de l'EMB s'amorça également lorsque le Comité directeur lança un appel urgent à tous les producteurs de lait en Europe à venir manifester le 26 novembre devant le Parlement européen à Bruxelles. Dans ce contexte, tous les membres de l'EMB étaient du même avis : à l'heure actuelle, l'énergie de la protestation des producteurs laitiers ne peut en aucun cas s'affaiblir - une grande manifestation en ce moment clé est le seul moyen d'assurer la survie économique des producteurs laitiers.

Les membres de l'EMB étaient par ailleurs heureux de pouvoir, à l'occasion de cette assemblée, accueillir en leur sein l'association de producteurs espagnole OPL. Lors de la troisième journée de réunion, ils se montraient très enthousiastes lors de la visite d'une ferme d'un des collègues croates. Un autre moment important était la présentation, par le Professeur Hanisch de l'Université de Humboldt à Berlin, des premiers résultats de l'étude de l'UE sur les coopératives que les membres de l'EMB écoutaient avec grand intérêt. A l'issue de l'exposé du professeur, ils lui ont exposé de manière claire leur position sur la problématique des coopératives du secteur laitier et espèrent maintenant que leurs suggestions ne resteront pas sans suite.

À la fin des trois jours de réunion, tous les participants ont remercié leurs amis croates pour l'excellente organisation et les bons moments qu'ils ont passés ensemble. Les membres de l'EMB sont certainement rentrés chez eux avec beaucoup de bons souvenirs. Mais ce qui était peut-être encore plus important que le contenu du programme, c'est que cette assemblée a encore renforcé les liens de solidarité entre les membres de l'EMB et la motivation de ceux-ci de rencontrer ensemble les défis à venir, notamment en se rassemblant lors de la grande manifestation du 26 novembre à Bruxelles.

Christian Schnier (EMB)

Appel au Président de la République française

L'APLI, organisation membre française de l'EMB, a écrit une lettre au Président de la République François Hollande, afin d'attirer l'attention sur la crise à laquelle fait face actuellement l'agriculture française et plus particulièrement le secteur agricole breton.

Monsieur le Président,

Vous avez, à l'occasion de votre venue au salon du Sace de Rennes, communiqué votre position sur l'avenir de l'agriculture française. Vous avez notamment insisté sur votre volonté d'exporter nos productions à valeur ajoutée par delà le monde afin de garantir un excédent commercial qui fait aujourd'hui tant défaut.

L'agriculture française a longtemps généré des excédents de balance commerciale, de par les

gains de productivité réalisés par les agriculteurs. Malheureusement, après des décennies d'efforts, de mises aux normes environnementales, de bien-être animal, d'investissements pour rendre les outils de production « compétitifs », la réalité est bien là : la faillite du modèle d'exportation de Doux en volailles, les cessations de productions en lait, l'échec du modèle porcin, au plafond de l'endettement, nous reviennent en pleine figure.

Que s'est il donc passé pour que le modèle agricole, tant générateur d'emplois et de croissance, en particulier en Bretagne, vacille à ce point?

La dérégulation des marchés, le libéralisme à outrance, l'entrée des capitaux spéculatifs sur les marchés agricoles, le dumping monétaire de la zone dollar, la concurrence déloyale sur les volets sociaux et environnementaux, même au sein de l'Europe, mettent à mal le mental, l'envie même des agriculteurs français de relever les défis que vous souhaitez initier. Les jeunes renoncent à reprendre l'outil familial, les grosses structures ne dégagent pas suffisamment de résultat pour qu'ils soient repris, la quantité de travail est insupportable, sans qu'il soit possible d'embaucher. Les jeunes ne sont pas prêts à investir dans des outils gigantesques non rentables et les communes vont se vider de leurs agriculteurs.

Les productions fléchissent inéluctablement en porcs, en volaille et bientôt en lait, alors que l'on nous promet des développements des marchés mondiaux. Les discours « Partez à la conquête du monde » sont de retour. Mais avec quels moyens ? Où sont les bataillons de jeunes paysans croyant en un avenir prometteur?

Monsieur le Président, l'agriculture aura du mal à se relever de tous les handicaps que la société lui a greffés. Les baisses de productions vont s'accroître et les indicateurs d'emplois en agro alimentaire vont virer rapidement au rouge.

Vous avez aujourd'hui la responsabilité de redresser le pays ; l'agriculture fournira sa part d'efforts, à condition qu'elle n'ait pas des boulets aux pieds. La solution n'est pas le saupoudrage de quel qu'aide ponctuelle d'étalement des charges sociales, d'accès au crédit bancaire ou l'ouverture du RSA aux plus fragiles.

Nous affirmons que seule une volonté politique forte de réguler les marchés anéantira la spéculation ; l'harmonisation des règles sociales et environnementales, ne serait-ce qu'en Europe, est impérative ; enfin, le choix d'une monnaie forte se doit d'être accompagné par un dispositif de maîtrise des importations.

C'est au prix de ces choix politiques que nous, agriculteurs d'Europe, garantirons, sans aides publiques, une alimentation de qualité à un prix équitable aux consommateurs européens. Nous avons sans relâche proposé des outils de régulation des marchés qui ne coûteront pas un euro à la collectivité. Je vous engage à nous écouter, pour un avenir agricole en France et en Europe.

Gwenaël Le Berre (APLI Bretagne)

La FFA désapprouve le comportement de l'administration d'UDF lors de son assemblée générale

Ci-dessous vous trouverez le communiqué de presse de l'association de producteurs du Royaume-Uni Farmers for Action (FFA UK) concernant une manifestation qui eut lieu le jeudi 18 octobre 2012.

La fraction de l'Irlande du Nord de l'association du Royaume-Uni Farmers For Action (FFA UK) a manifesté à l'occasion de l'assemblée générale de United Dairy Farmers (UDF) jeudi passé à Cookstown. Des tracts étaient distribués aux membres d'UDF à l'entrée de l'hôtel.

Le président de la FFA UK, David Handley, souligna que « l'administration d'UDF est la seule grande entreprise de transformation au Royaume-Uni qui refuse de parler ou de coopérer avec la FFA! La question s'impose de savoir ce qu'ils ont à cacher. Ils acceptent des commandes importantes de fromage aux dépens de leurs membres qui reçoivent des prix extrêmement bas pour leur lait - une pratique que la FFA ne tolérera pas! ».

De même, le coordinateur de la FFA UK pour l'Irlande du Nord, William Taylor, déclara que « le fait qu'aucun dialogue véritable entre la FFA et l'administration d'UDF n'ait eu lieu ces dernières années démontre clairement à quel point l'administration s'éloigne des besoins financiers de la plupart de ses membres. Le grand nombre de membres d'UDF qui ont remis leur démission et le niveau des prix du lait en permanence très bas confirment cette tendance. Les tracts distribués par la FFA montrent la vérité aux membres d'UDF ». William Taylor conclut en soulignant que « la FFA UK soutient à 100% les principes fondateurs d'UDF. Ces principes doivent être rétablis immédiatement au profit des producteurs laitiers de l'Irlande du Nord! ».

Christian Schnier (EMB)

Les producteurs laitiers croates en grève

Du 22 au 25 octobre de nombreux producteurs de lait de Croatie étaient entrés en grève. Cette grève du lait était organisée par un groupe de producteurs laitiers qui se trouve actuellement en opposition contre l'actuel gouvernement du pays. Les agriculteurs parlent d'une participation de 80 %, tandis que selon le gouvernement seulement 8 % des producteurs laitiers auraient participé au mouvement. La revendication principale des grévistes était l'augmentation du prix du lait de l'équivalent de 28 à l'équivalent de 54 centimes d'euros. Malheureusement la grève s'est terminée sans aboutir à un résultat concret.

Milan Husnjak (HSUPM)

Calendrier de l'EMB

Veillez trouver ici quelques rendez-vous et événements importants de l'EMB en novembre 2012:

- 14 novembre : réunions avec des députés du Parlement européen et avec des attachés des Représentations permanentes de différents pays à Bruxelles
- 14 novembre : réunion avec des producteurs de lait lettons au salon de l'agriculture Eurotier à Hanovre
- 19 novembre : Conférence de presse sur la manifestation des producteurs laitiers à Bruxelles
- 21 novembre : Réunion avec le Ministre de l'agriculture d'Estonie à Tallinn

- 26/27 novembre : grande manifestation des producteurs de lait à Bruxelles

Contact:

EMB – European Milk Board, Office
Bahnhofstraße 31, D – 59065 Hamm, Germany
Tel.: 0049 – 2381 – 4360495
Fax: 0049 – 2381 – 4361153

office@europeanmilkboard.org
www.europeanmilkboard.org